

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

Aucun chapitre n'est clos, mais le PTP se réclame de « progrès importants » à San Diego

Après des négociations intensives, qui se sont déroulées pendant neuf jours, du 2 au 10 juillet 2012, à San Diego, les neuf pays parties à l'Accord de Partenariat transpacifique (PTP) (Australie, Brunei, Chili, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam) ont prétendu avoir réalisé des « progrès importants » à l'égard de certains sujets ayant fait l'objet des discussions.

« Les pourparlers de cette semaine nous ont permis d'avancer considérablement dans tous les chapitres, ce qui témoigne de l'important travail préparatoire effectué par chacun des pays du PTP depuis la précédente série de négociations, qui s'est déroulée à Dallas, en mai », ont déclaré les négociateurs principaux du PTP à la fin des délibérations.

Cependant, contrairement à ce qui fut le cas lors du cycle précédent à Dallas, au cours duquel les négociateurs ont réussi à clore le chapitre consacré aux petites et moyennes entreprises, les membres n'ont cette fois-ci été en mesure que d'annoncer « des progrès importants » dans des chapitres tels que les douanes, les services transfrontaliers, les télécommunications, les marchés publics, la politique de la concurrence ainsi que la collaboration et le renforcement des capacités.

En outre, les négociateurs ont affirmé avoir fait avancer considérablement leur travail sur les questions relatives aux règles d'origine, à l'investissement, aux services financiers et à l'admission temporaire, progrès qui contribuera à se rapprocher de la conclusion de plus de 25 chapitres en cours de négociation. Ceci étant dit, les négociateurs n'ont pas signalé avoir réalisé de progrès sur les questions réputées être les plus sujettes à controverse dans le cadre des négociations, des enjeux tels que l'État investisseur, les entreprises d'État ou l'accès aux marchés pour les marchandises.

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) comptent parmi ces sujets difficiles. Au début de ce cycle, les É.-U. ont déposé, dans le secteur des DPI, une nouvelle proposition concernant plus particulièrement les limitations du droit d'auteur et les exceptions à celui-ci. La proposition imposera aux parties d'essayer de réaliser un équilibre approprié dans leur système de droit d'auteur en établissant des dispositions pour les exceptions au droit d'auteur et les limitations de celui-ci à des fins telles que la critique, les commentaires, le journalisme, l'enseignement, les bourses d'études et la recherche, a déclaré l'USTR. Cependant, les observateurs qui sont intimement au courant des pourparlers sur les DPI, ont déclaré que ce n'était rien de nouveau. La proposition, ont-ils prétendu, était en grande partie fondée sur celle avancée à l'égard de la DPI par la Computer & Communications Industry Association (CCIA), une association regroupant des distributeurs de produits informatiques et des entreprises de communication qui font du lobbying pour le libre-échange et les marchés ouverts. Cependant, le PTP-9 présentera ce nouveau libellé à ses capitales afin qu'elles l'examinent.

Les neuf pays du PTP feront relâche pendant l'été et reprendront leurs pourparlers à l'automne. Aucune séance intersessionnelle en personne ne sera prévue entre-temps, mais les membres du PTP ont promis de rester en étroite communication avant de se réunir de nouveau pour leur 14^e cycle de négociations à Leesburg, en Virginie, du 6 au 15 septembre 2012. Les délibérations devraient y reprendre sur tous les enjeux, notamment les ensembles de tarifs ambitieux qu'ils cherchent à conclure dans le secteur des biens industriels, de l'agriculture et des marchés des textiles.

Canada et Mexique

Pendant ce cycle, l'USTR a également avisé le Congrès de son intention d'inclure le Mexique et le Canada dans les négociations du PTP. L'avis a été expédié le 9 juillet pour l'un des pays, et le 10 pour l'autre, et a automatiquement déclenché une période de consultation de 90 jours avec le Congrès des É.-U. sur les objectifs afférents aux deux nouveaux venus.

Par conséquent, le Mexique et le Canada ne seront pas en mesure de participer au 14^e cycle de négociation à Leesburg, en raison de la période de consultation de 90 jours. Cependant, tous deux devraient continuer entre-temps de tenir des consultations avec les membres actuels du PTP, et seront invités à s'asseoir à la table de négociation lorsque les membres actuels du PTP auront réussi à conclure leurs procédures intérieures.



Dans la lettre qu'il a envoyée au Congrès, le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a déclaré que la participation du Canada au PTP accroîtra l'importance économique de l'accord qui doit, selon son objectif, s'étendre afin d'inclure des pays supplémentaires dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

« Nous avons tenu des pourparlers approfondis avec le Canada au sujet des normes et objectifs que recherchent les pays du PTP, particulièrement dans les secteurs dans lesquels les normes et objectifs sont plus élevés que ceux qui existent dans l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], a déclaré M. Kirk. Le Canada nous a assuré qu'il est disposé à négocier ces enjeux et qu'il est prêt à atteindre ces normes élevées en même temps que les autres pays du PTP ».

Le Canada est déjà le marché d'exportation le plus important des É.-U., car ses exportations totales s'élèvent à 337 milliards de dollars américains (262 milliards de dollars pour les produits industriels, 19 milliards de dollars américains pour les produits agricoles et 56 milliards de dollars pour les services) en 2011. Les exportations ont augmenté de 180 p. 100 par rapport à 1993, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, a-t-il rappelé dans la lettre.

Les observateurs prévoient que le Mexique et le Canada se joindront officiellement aux négociations en même temps, plus que probablement pendant le cycle de décembre. Les neuf membres actuels du PTP ne prévoient pas que l'entrée des nouveaux venus retardera les négociations, car ils sont tenus au courant le plus possible.

Négociations plurilatérales sur les services : les membres doivent commencer une nouvelle phase des pourparlers

Le groupe de pays parties à l'accord plurilatéral sur les services, les Vraiment bons amis des Services, comme il est convenu de les appeler (Australie, Canada, Colombie, Costa Rica, Union européenne, Hong Kong, Chine, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, République de Corée, Suisse, Taïwan, Turquie et É.-U.) ont diffusé le 5 juillet une déclaration conjointe dans laquelle ils annoncent qu'ils aborderont une nouvelle phase des pourparlers pour parvenir à un accord sur les services qui, on l'espère en fin de compte, pourra jeter les fondations d'un consensus multilatéral sur la libéralisation des services.

« Les pourparlers sur les services sont l'une des activités les plus constructives et productives qui se déroulent à Genève à l'heure actuelle, en en contrepoint, nous l'espérons, aux dernières années que les pourparlers de Doha ont passé dans l'impasse, et la bonne nouvelle est qu'ils progressent », a déclaré le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk.

Les « vraiment bons amis » ont déclaré qu'ils ont l'intention de faire avancer leurs pourparlers préparatoires pour s'engager dans une nouvelle phase destinée à esquisser clairement un accord ambitieux sur le commerce dans les services qui fera sienne une part considérable de la libéralisation réalisée dans d'autres négociations sur les services et l'intégrera au système multilatéral.

L'accord qu'ils défendent dans leur déclaration devrait :

1. « être d'une portée globale et comprendre notamment une couverture sectorielle importante, sans exclusion *a priori* d'un secteur ou d'un mode de prestation quelconque;
2. grâce aux négociations, comporter des niveaux d'engagements en matière d'accès aux marchés qui correspondent le plus possible à la pratique actuelle et donnent des possibilités d'améliorer l'accès aux marchés;
3. contenir des règles nouvelles et améliorées élaborées grâce aux négociations ».

Le groupe projette d'intensifier son travail après le congé d'été et de commencer à travailler aux mécanismes permettant de réaliser les objectifs et d'encourager d'autres pays de l'OMC à se joindre à la coalition qui comprend actuellement 20 membres. Des pays émergents, notamment le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont jusqu'à présent refusé de participer aux pourparlers plurilatéraux sur les services.

Prochains événements

- XIV^e cycle du PTP, 6-15 septembre 2012, décembre 2012 (à confirmer)
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- AECG, semaine du 15 juillet 2012; septembre 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012

